

**Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines
(Aliénation d'immeubles domaniaux)**

Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Welkenraedt, 1^{re} division, section Welkenraedt

Un terrain industriel sis le long de la ligne de chemin de fer Welkenraedt-Montzen et un tronçon d'aqueduc, non cadastré mais dépendant de la section A, pour une superficie de 1 973 M2, joignant la S.A. « La Céramique nationale »; la S.A. « Briqueteries mécaniques de l'Est », toutes deux à Welkenraedt et le domaine de l'Etat.

Situé en zone industrielle.

Prix : 100 000 francs, outre les frais.

Les réclamations ou surenchères éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition à Liège, boulevard Frère-Orban 25 (tél. 041/52 98 10).

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines

Publication prescrite par l'article 770 du Code civil

Succession en déshérence de Godrie, Pierre

Godrie, Pierre, célibataire, né à Boussu le 8 juin 1908, domicilié à Boussu, rue Brohée 32, est décédé à Boussu le 2 novembre 1984, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Mons a, par ordonnance du 10 juin 1985, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bergen, le 18 juin 1985.

Le directeur régional de l'Enregistrement,
P. Scailquin.

**MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

4 SEPTEMBRE 1985. — Circulaire n° 268. — Partage et aménagement du temps de travail dans les administrations de l'Etat

Aux administrations des ministères et aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat.

Copie pour Messieurs les Présidents des Exécutifs (article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

Monsieur le Ministre,
Madame le Secrétaire d'Etat,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Le *Moniteur belge* du 12 juillet 1985 a publié l'arrêté royal du 3 juillet 1985 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle.

A cette occasion, nous tenons à rappeler les règles relatives à l'aménagement du temps de travail et au travail à temps partiel.

A. Aménagement du temps de travail

Le chapitre I^{er} de l'arrêté royal du 31 décembre 1984 relatif au partage et à l'aménagement du temps de travail dans les administrations de l'Etat — Des plans d'aménagement du temps de travail — offre à chaque Ministre la possibilité d'élaborer pour tout ou partie de ses services, un plan d'aménagement du temps de travail avec un système d'horaires de travail mieux adapté à la nature des tâches et aux besoins particuliers de ces services que le régime normal des 38 heures/semaine.

Pour ne citer qu'un exemple parmi d'autres, le plan pourrait prévoir un régime hebdomadaire de quatre journées de travail de neuf heures dans certains services, notamment ceux qui souhaiteraient élargir leurs heures d'accès au public.

**Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen
(Vervreemding van onroerende domeingooderen)**

Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Welkenraedt, 1^e afdeling, wijk Welkenraedt

Een industriegrond gelegen langs de spoorweg Welkenraedt-Montzen en een strook van aquaduct, niet gekadastré maar afhankelijk van wijk A, met een oppervlakte van 1 973 m2, palende de N.V. « La Céramique nationale », de N.V. « Briqueteries mécaniques de l'Est », beide te Welkenraedt en het Staatsdomein.

Gelegen in industriegebied.

Prijs : 100 000 frank, plus de kosten.

Eventuele bezwaren of opbiedingen dienen binnen een maand van onderhavig bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Luik, boulevard Frère-Orban 25 (tel. 041/52 98 10).

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen

*Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

Erfloze nalatenschap van Godrie, Pierre

Godrie, Pierre, ongehuwde, geboren te Boussu de 8e juni 1908, wonende te Boussu, rue Brohée 32, is overleden te Boussu de 2e november 1984, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Bergen, bij beschikking van 10 juni 1985, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Mons, 18 juni 1985.

De gewestelijk directeur der Registratie,
P. Scailquin.

(2305)

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

**4 SEPTEMBER 1985. — Omzendbrief nr. 268.
Verdeling en aanpassing van de arbeidstijd in de rijksbesturen**

Aan de besturen van de ministeries en aan de instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat staan.

Afschrift aan de heren Voorzitters van de Executieven (artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).

Mijnheer de Minister,
Mevrouw de Staatssecretaris,
Mijnheer de Staatssecretaris,

Het *Belgisch Staatsblad* van 12 juli 1985 heeft het koninklijk besluit van 3 juli 1985 gepubliceerd tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verlopen toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheden.

Naar aanleiding daarvan willen wij herinneren aan de regelen betreffende de aanpassing van de arbeidstijd en de deeltijdse arbeid.

A. Aanpassing van de arbeidstijd

Hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 31 december 1984 betreffende de verdeling en de aanpassing van de arbeidstijd in de rijksbesturen — Plannen tot aanpassing van de arbeidstijd — biedt elke minister de mogelijkheid om voor al zijn diensten of een deel ervan een plan tot aanpassing van de arbeidstijd uit te werken met een systeem van arbeidsuren dat beter aan de aard der opdrachten en de bijzondere behoeften van deze diensten is aangepast dan de normale regeling van 38 uren/week.

Om slechts één voorbeeld onder vele aan te halen; het plan zou kunnen voorzien in een wekelijkse regeling van vier dagen van negen uren in sommige diensten, met name die welke hun openingsuren voor het publiek zouden willen verruimen.

De même dans les services continus, des régimes particuliers d'horaires et d'équipes de travail pourraient être aménagés par ces plans.

Le plan peut contenir des propositions de modification de cadre et des propositions de recrutement ainsi que, le cas échéant, des propositions en vue d'aménager les règles organiques en matière d'allocations, d'indemnités ou d'avantages en nature à charge du Trésor.

Le plan constitue un engagement annuel et peut être prolongé au-delà du terme prévu.

La procédure d'élaboration du plan prévoit la consultation syndicale, l'avis de l'inspecteur des finances et du conseiller de la fonction publique ou, à défaut de celui-ci, du fonctionnaire désigné à cet effet par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Le plan est ensuite soumis à l'accord du Ministre du Budget et du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Il est enfin soumis à l'approbation du comité ministériel qui a le budget dans ses attributions.

Il est à noter qu'en vertu de l'article 21, § 2, de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, le chapitre 1er de l'arrêté royal du 31 décembre 1984 précité sera applicable de plein droit à tous les organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au contrôle ou à la tutelle de l'Etat.

Toutefois, pour ces organismes, des modalités particulières d'application ainsi que des exceptions au régime et aux procédures décrits ci-dessus (et organisés par l'arrêté royal du 31 décembre 1984; *Monteur belge* du 18 janvier 1985) pourront être prises par le Roi.

B. Travail à temps partiel

Le travail à temps partiel, dans les administrations de l'Etat, est réglé par les chapitres VI, VII et VIIbis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle.

Vous voudrez bien trouver en annexe à la présente un exposé du régime de prestations réduites pour raisons sociales ou familiales et un exposé du régime de prestations réduites pour convenance personnelle.

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur la portée de l'article 3, § 3, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 précité.

En vertu de cette disposition, la durée du congé annuel de vacances est réduite à due concurrence lorsqu'un agent bénéficie d'un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales. Il n'est pas permis de procéder à une seconde réduction au moment de la comptabilisation du congé annuel de vacances en arguant du fait qu'une journée se compose de vingt-quatre heures.

Ainsi, par exemple, au cours d'une période de travail à mi-temps, pour un agent fournissant ses prestations par demi-jour, cinq jours entiers d'absence sont comptabilisés à concurrence de deux jours et demi de congé annuel de vacances.

L'article 21, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres prévoit que les chapitres VI, VII et VIIbis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 ainsi que les dispositions qui les modifient ou les complètent seront applicables de plein droit au personnel des organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au contrôle ou à la tutelle de l'Etat, à partir du premier jour du deuxième mois qui suivra son entrée en vigueur. Les régimes de prestations réduites pour raisons sociales ou familiales et de prestations réduites pour convenance personnelle, en vigueur dans les administrations de l'Etat, seront donc applicables au personnel de tous les organismes d'intérêt public relevant de l'Etat et pas seulement au personnel des organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. L'article 21, § 1er, alinéa 1er, de la loi précitée habilite également le Roi à fixer des modalités particulières d'application et des exceptions aux régimes de prestations réduites dont question plus haut. Ces régimes ne sont donc pas applicables immédiatement aux organismes d'intérêt public : ils le seront seulement à partir du 1er octobre 1985, sans qu'il soit besoin pour cela que des modalités particulières d'application aient été préalablement fixées.

Toutefois, il est évident que le personnel des organismes d'intérêt public visés par l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, bénéficie déjà, en vertu de cet arrêté, de la réglementation applicable aux agents de l'Etat en matière de temps partiel.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Ch. F. Nothomb.

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

L. Waltniel.

Zo ook zouden in de continudiensten bijzondere regelingen inzake werktijden en werkploegen door deze plannen kunnen worden aangepast.

Het plan mag voorstellen tot kaderwijziging en wervingsvoorstellen bevatten en ook eventueel voorstellen om de organieke regelen inzake toelagen, vergoedingen of voordelen in natura ten laste van de Schatkist aan te passen.

Het plan betekent een jaarlijkse verbintenis en kan voor langer dan de voorziene termijn worden verlengd.

De procedure voor het opmaken van het plan voorziet in het syndicaal advies, het advies van de inspecteur van financiën en van de adviseur van het openbaar ambt of, zoniet, van de ambtenaar die daartoe wordt aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort. Het plan wordt vervolgens voor akkoord voorgelegd aan de Minister van Begroting en aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort. Het wordt tenslotte voor goedkeuring voorgelegd aan het ministerieel comité tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

Aan te stippen valt dat, krachtens artikel 21, § 2, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, hoofdstuk I van voormeld koninklijk besluit van 31 december 1984 van rechtswege toepasselijk zal zijn op alle instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat staan.

Voor deze instellingen zullen evenwel bijzondere toepassingsvoorwaarden en uitzonderingen op de hierboven beschreven regeling en procedures (georganiseerd bij het koninklijk besluit van 31 december 1984, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1985) door de Koning kunnen worden uitgevaardigd.

B. Deeltijdse arbeid

De deeltijdse arbeid in de rijksbesturen wordt geregeld door de hoofdstukken VI, VII en VIIbis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheden.

Hierbij gevoegd vindt U een uiteenzetting van de regeling voor verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen en een uiteenzetting van de regeling voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden.

Verder vestigen wij uw aandacht op de draagwijdte van artikel 3, § 3, van het voormelde koninklijk besluit van 1 juni 1964.

Krachtens deze bepaling wordt de duur van het jaarlijkse vakantieverlof in evenredige mate verminderd wanneer een ambtenaar met verlof is wegens verminderde prestaties die door sociale of familiale redenen zijn verantwoord. Men mag geen tweede vermindering toepassen bij het berekenen van het jaarlijks vakantieverlof door te argumenteren dat een dag uit vierentwintig uren bestaat.

Zo zullen, voor een ambtenaar die zijn prestaties per halve dagen verricht, tijdens een periode van halftijdse tewerkstelling, vijf volle dagen afwezigheid verrekend worden ten belope van twee en een halve dag jaarlijks vakantieverlof.

Artikel 21, § 1, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen bepaalt dat de hoofdstukken VI, VII en VIIbis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964, evenals de bepalingen die ze wijzigen of aanvullen, van rechtswege toepasselijk zullen zijn op het personeel van de instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat staan, vanaf de eerste dag van de tweede maand die zal volgen op het van kracht worden ervan : de regelingen voor verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen en voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden die in de rijksbesturen van kracht zijn, zullen dus toepasselijk zijn op het personeel van alle instellingen van openbaar nut die onder de Staat ressorteren en niet enkel op het personeel der instellingen van openbaar nut die beoogd worden door de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Artikel 21, § 1, eerste lid, van voormelde wet machtigt de Koning eveneens om bijzondere toepassingsvoorwaarden en uitzonderingen te bepalen bij de regelingen voor verminderde prestaties waarvan hierboven sprake. Deze regelingen zijn dus niet onmiddellijk toepasselijk op de instellingen van openbaar nut : ze zullen het slechts zijn vanaf 1 oktober 1985, zonder dat het daarom echter nodig is dat bijzondere toepassingsvoorwaarden vooraf zijn vastgelegd.

Het vorige lid heeft uiteraard geen betrekking op het personeel van de instellingen van openbaar nut die beoogd worden door het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, vermits dit reeds krachtens dit besluit het voordeel geniet van de regeling inzake deeltijdse arbeid die toepasselijk is op het rijkspersoneel.

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

Ch. F. Nothomb.

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. Waltniel.

Annexe

I. REGIMES GENERAUX

Deux régimes de prestations réduites sont accessibles aux agents définitifs des administrations de l'Etat (à l'exclusion des stagiaires) :

- prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales;
- prestations réduites pour convenance personnelle.

A. Prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales

1. Motivation

L'agent peut demander à exercer ses fonctions par prestations réduites dans le but de remédier à une situation résultant de difficultés survenues à des personnes limitativement énumérées. Ces personnes sont :

- l'agent lui-même;
- son conjoint;
- la personne qui cohabite avec lui;
- ses enfants ou ceux de son conjoint;
- l'enfant adopté par lui-même ou son conjoint;
- l'enfant dont il est ou dont son conjoint est tuteur officieux;
- les parents et alliés de quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que l'agent ou étant à sa charge;
- les ascendants au premier degré, le beau-père, la belle-mère, les frères et sœurs de l'agent;
- l'enfant accueilli dans un foyer en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse;
- l'enfant dont l'agent ou son conjoint a été désigné comme tuteur;
- l'enfant dont la garde a été confiée à l'agent ou à son conjoint, désigné comme subrogé tuteur;
- l'interdit dont la garde a été confiée à l'agent ou à son conjoint, désigné comme subrogé tuteur.

La demande doit être motivée. Elle doit en outre être appuyée de toute preuve utile.

2. Octroi de l'autorisation

L'autorisation d'exercer des fonctions par prestations réduites est accordée par le Ministre dont relève l'agent ou par le chef d'administration délégué. Il leur incombe, à cette occasion, d'apprécier si le motif invoqué par l'agent peut être admis, si la demande est suffisamment justifiée et si l'octroi de l'autorisation est compatible avec les exigences du bon fonctionnement du service.

La décision doit intervenir dans le mois de la réception de la demande.

3. Recours

En cas de refus ou de silence de l'autorité, l'agent peut introduire un recours devant la commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences.

Le recours doit être introduit :

- dans un délai de dix jours prenant cours à la date à laquelle l'agent a été avisé de la décision de refus;
- à défaut de décision, dans un délai de dix jours prenant cours à la date à laquelle expire le délai d'un mois donné au Ministre ou au chef d'administration pour prendre la décision.

Le recours est adressé par lettre recommandée au Secrétariat de la Commission de recours.

L'agent comparait en personne devant la commission. Il peut se faire assister d'un agent de son administration, d'un délégué d'une organisation syndicale représentative ou d'un avocat.

4. Durée et répartition des prestations

L'agent autorisé à travailler à temps réduit peut exercer des prestations comprises entre 50 et 100 p.c. des prestations complètes.

Les prestations réduites s'effectuent soit chaque jour soit selon une autre répartition sur la semaine ou sur le mois.

Bijlage

I. ALGEMENE REGELINGEN

Twee regelingen voor verminderde prestaties zijn toegankelijk voor de vastbenoemde ambtenaren van de rijksbesturen (met uitsluiting van de stagiairs) :

- verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen;
- verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid.

A. Verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen

1. Motivering

De ambtenaar kan vragen zijn ambt met verminderde prestaties uit te oefenen ten einde een toestand te verhelpen die het gevolg is van moeilijkheden die zijn overkomen aan de hieronder limitatief opgesomde personen. Deze personen zijn :

- de ambtenaar zelf;
- de echtgeno(o)t(e);
- de persoon waarmee men samenwoont;
- de kinderen of die van de echtgeno(o)t(e);
- het kind dat men zelf of de echtgeno(o)t(e) geadopteerd heeft;
- het kind waarvan men zelf of de echtgeno(o)t(e) pleegvoogd is;
- de bloed- of aanverwanten, van welke graad ook, die onder hetzelfde dak wonen als de ambtenaar of die ten laste zijn;
- de ascendenten van de eerste graad, de schoonvader of de schoonmoeder van de ambtenaar alsook de broers en zusters;
- het kind dat in een gezin wordt opgenomen met het oog op zijn adoptie of de uitoefening van een pleegvoogdij;
- het kind van hetwelk de ambtenaar of zijn echtgeno(o)t(e) als voogd is aangewezen;
- het kind waarvan het toezicht is toevertrouwd aan de ambtenaar of zijn echtgeno(o)t(e) die als toeziende voogd is aangewezen;
- de curandus waarvan het toezicht is toevertrouwd aan de ambtenaar of aan zijn echtgeno(o)t(e) die als voogd is aangewezen.

De aanvraag moet gemotiveerd zijn. Ze moet bovendien gestaafd zijn met alle nuttige bewijzen.

2. Toekenning van de machtiging

De machtiging om een ambt met verminderde prestaties uit te oefenen wordt verleend door de minister onder wie de ambtenaar ressorteert of door de gemachtigde chef van het bestuur. Op hen berust de taak om te oordelen of het door de ambtenaar ingeroepen motief kan worden aanvaard, of de aanvraag voldoende gerechtvaardigd is en of de toekenning van de machtiging verenigbaar is met de eisen van de goede werking van de dienst.

De beslissing moet binnen de maand na ontvangst van de aanvraag worden genomen.

3. Beroep

In geval van weigering of van stilzwijgen van de overheid kan de ambtenaar een beroep indienen bij de commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid.

Het beroep moet worden ingediend :

- binnen een termijn van tien dagen die ingaat op de datum waarop de ambtenaar van de weigeringsbeslissing wordt op de hoogte gesteld;
- bij gebrek aan beslissing, binnen een termijn van tien dagen die ingaat op de datum waarop de termijn van een maand verstrijkt die aan de minister of de chef van het bestuur wordt gegeven om de beslissing te nemen.

Het beroep wordt bij aangetekende brief toegestuurd aan het secretariaat van de commissie van beroep.

De ambtenaar verschijnt persoonlijk voor de commissie. Hij kan zich laten bijstaan door een ambtenaar van zijn bestuur, door een afgevaardigde van een representatieve vakorganisatie of door een advocaat.

4. Duur en verdeling der prestaties

De ambtenaar die gemachtigd wordt om deeltijds te arbeiden, mag prestaties verrichten liggende tussen 50 en 100 pct. van volledige prestaties.

De verminderde prestaties worden ofwel elke dag verricht, ofwel volgens een andere verdeling over de week of de maand.

5. Durée de l'autorisation et prorogation

L'autorisation d'exercer des prestations réduites est accordée pour une période de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus.

Des prorogations de même durée peuvent être accordées si des raisons de même ordre subsistent et si la mesure est compatible avec les exigences du bon fonctionnement du service. Toutefois, la durée totale des périodes pendant lesquelles l'agent peut exercer des prestations réduites ne peut, pour l'ensemble de sa carrière, excéder cinq ans à compter du 1^{er} juillet 1982. Pour obtenir une prorogation de l'autorisation d'exercer des prestations réduites, l'agent doit en faire la demande au moins un mois avant que n'expire le congé en cours.

L'agent peut mettre fin à un congé en cours, avant son expiration, moyennant un préavis d'un mois. L'autorité a la même possibilité. La décision de l'autorité est susceptible d'un recours devant la commission de recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences.

6. Position administrative de l'agent

Durant les absences justifiées par la réduction des prestations pour des raisons sociales ou familiales, l'agent est en congé. Ce congé n'est pas rémunéré mais est assimilé à de l'activité de service. L'agent conserve ainsi intégralement ses droits à l'avancement de traitement et ses titres à la promotion. Les absences sont prises en considération tant pour le calcul des anciennetés administratives et pécuniaires que pour le calcul de la pension.

B. Prestations réduites pour convenance personnelle**1. Motivation**

L'agent de l'Etat qui ne peut invoquer des raisons sociales ou familiales et qui désire travailler à temps partiel peut demander à exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle.

Aucune motivation n'est exigée.

2. Octroi de l'autorisation

L'autorisation d'exercer des fonctions par prestations réduites est accordée par le Ministre dont relève l'agent ou par le chef d'administration délégué.

L'octroi de l'autorisation est subordonné aux exigences du bon fonctionnement du service.

La décision doit intervenir dans le mois de la réception de la demande.

3. Recours

En cas de refus ou de silence de l'autorité, l'agent peut introduire un recours devant la commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences, aux mêmes conditions que celles exposées plus haut pour les prestations réduites pour raisons sociales ou familiales.

4. Durée et répartition des prestations

L'agent autorisé à travailler à temps réduit pour convenance personnelle est tenu d'accomplir soit la moitié soit les trois quarts soit les quatre cinquièmes de la durée des prestations normales.

Les prestations réduites peuvent s'effectuer soit par demi-jour, soit un jour sur deux, soit selon une autre répartition sur une ou deux semaines.

5. Durée de l'autorisation et prorogation

L'autorisation d'exercer des prestations réduites est accordée pour une période de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus.

Des prorogations de même durée peuvent être accordées pour autant que l'agent introduise sa demande au moins un mois avant l'expiration de la période pour laquelle il avait été autorisé à exercer des prestations réduites. Aucun maximum n'est fixé quant au nombre de prorogations.

Moyennant un préavis d'un mois, l'agent peut reprendre ses fonctions à temps plein avant que n'expire la période pour laquelle il a été autorisé à travailler à temps partiel. L'autorité s'est également réservé la faculté de mettre fin à l'autorisation de travailler à temps partiel moyennant un préavis d'un mois. Cette décision est susceptible d'un recours devant la commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences.

5. Duur van de machtiging en verlenging

De machtiging om verminderde prestaties uit te oefenen wordt toegekend voor een periode van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden.

Verlengingen van dezelfde duur kunnen worden toegekend als gelijkaardige redenen blijven bestaan en indien de maatregel te verzoeken valt met de eisen van de goede werking van de dienst. Nochtans mag de totale duur van de periodes tijdens welke het personeelslid verminderde prestaties kan uitoefenen, voor het geheel van zijn loopbaan niet meer bedragen dan vijf jaar, te rekenen vanaf 1 juli 1982. Om een verlenging te bekomen van de machtiging om verminderde prestaties uit te oefenen moet de ambtenaar een aanvraag doen ten minste een maand vóór het verstrijken van het lopende verlof.

De ambtenaar kan, vóór het verstrijken van een aan de gang zijnde verlof, er een einde aan maken met een opzegging van een maand. De overheid heeft eveneens die mogelijkheid. Tegen de beslissing van de overheid kan beroep worden aangetekend bij de commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid.

6. Administratieve stand van de ambtenaar

Tijdens de afwezigheden gewettigd door de vermindering der prestaties voor sociale of familiale redenen is de ambtenaar met verlof. Dit verlof is niet bezoldigd, maar het wordt gelijkgesteld met dienstactiviteit. De ambtenaar behoudt dus volledig zijn recht op weddeverhoging en zijn aanspraken op bevordering. De afwezigheden worden in aanmerking genomen, zowel voor de berekening van de administratieve en geldelijke anciënniteiten als voor de berekening van het pensioen.

B. Verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid**1. Motivering**

Die rijksambtenaar die geen sociale of familiale redenen kan invoeren en die deeltijds wil werken, kan vragen zijn ambt uit te oefenen met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid.

Er wordt van de ambtenaar geen enkele motivering vereist.

2. Toekenning van de machtiging

De machtiging om een ambt met verminderde prestaties uit te oefenen wordt toegekend door de minister onder wie de ambtenaar ressorteert of door de chef van het bestuur aan wie de minister deze bevoegdheid heeft overgedragen.

De toekenning van de machtiging is ondergeschikt aan de eisen van de goede werking van de dienst.

De beslissing moet worden genomen binnen de maand na ontvangst van de aanvraag.

3. Beroep

In geval van weigering of van stilzwijgen van de overheid kan de ambtenaar een beroep indienen bij de commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid, onder dezelfde voorwaarden als die welke hierboven werden uiteengezet voor de verminderde prestaties wegens sociale en familiale redenen.

4. Duur en verdeling van de prestaties

De ambtenaar die gemachtigd wordt om zijn werktijd te beperken wegens persoonlijke aangelegenheid, dient ofwel de helft, ofwel de drie vierde, ofwel de vier vijfde van de duur der normale prestaties te verrichten.

De verminderde prestaties kunnen ofwel per halve dag verricht worden, ofwel één dag op twee, ofwel volgens een andere verdeling over één of twee weken.

5. Duur van de machtiging en verlenging

De machtiging om verminderde prestaties uit te oefenen wordt toegekend voor een periode van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden.

Verlengingen van dezelfde duur kunnen worden toegekend voor zover de ambtenaar zijn aanvraag indient ten minste een maand vóór het verstrijken van de periode waarvoor hij gemachtigd werd verminderde prestaties te volbrengen. Geen maximum werd vastgesteld wat het aantal verlengingen betreft.

Met een opzegging van een maand kan de ambtenaar zijn ambt voltijds hernemen alvorens de periode verstrijkt waarvoor hij gemachtigd werd deeltijds te werken. De overheid heeft zich eveneens de mogelijkheid voorbehouden om met opzegging van één maand een einde te maken aan de machtiging om deeltijds te arbeiden. Tegen deze beslissing kan beroep worden aangetekend bij de commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid.

6. Position administrative

Durant la période où l'agent effectue des prestations réduites pour convenance personnelle, il n'est en activité de service qu'à concurrence des prestations réellement fournies.

Il en résulte que la rémunération, les anciennetés administratives dont dépend la promotion et les services admissibles pour la pension sont calculés au prorata des prestations réelles.

Par contre, l'agent conserve ses droits à l'avancement de traitement et le droit aux augmentations intercalaires (annales, bienales), comme s'il était resté à temps plein.

II. REGIMES SPECIFIQUES

Deux régimes spécifiques de prestations réduites sont prévus en faveur des agents de l'Etat âgés de cinquante ans au moins ainsi qu'en faveur des agents de l'Etat qui ont la charge d'au moins deux enfants n'ayant pas dépassé l'âge de quatorze ans.

Ces agents peuvent :

— soit accomplir la moitié, les trois quarts ou les quatre cinquièmes de la durée des prestations normales sous le régime des prestations réduites pour raisons sociales ou familiales sans devoir fournir la preuve de l'existence de ces raisons, ni de toute autre motivation. Ils perçoivent le traitement correspondant aux prestations effectuées;

— soit obtenir l'autorisation d'accomplir la moitié, les trois quarts ou les quatre cinquièmes des prestations normales sous le régime des prestations réduites pour convenance personnelle et bénéficier du traitement dû en raison des prestations réduites, augmenté du cinquième du traitement qui aurait été dû pour les prestations qui ne sont pas fournies.

Les régimes spécifiques ne font pas obstacle à ce que les agents puissent exercer des prestations réduites en application des régimes généraux.

A. Prestations réduites sous le régime des raisons sociales ou familiales

L'agent qui a atteint l'âge de cinquante ans ou qui a la charge d'au moins deux enfants n'ayant pas dépassé l'âge de quatorze ans peut, sous le régime des prestations réduites pour raisons sociales ou familiales, accomplir la moitié, les trois quarts ou les quatre cinquièmes des prestations normales sans devoir motiver sa demande et sans que l'intérêt du service puisse lui être opposé.

Les prestations réduites s'effectuent soit chaque jour soit selon une autre répartition sur la semaine ou sur le mois pendant une période de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus.

Des prorogations de même durée sont possibles. Elles sont subordonnées à une demande de l'agent introduite au moins un mois avant l'expiration de la période pour laquelle il a été autorisé à exercer des prestations réduites. La durée totale des périodes pendant lesquelles l'agent peut accomplir des prestations réduites ne peut, pour l'ensemble de sa carrière, excéder cinq ans. Les périodes pendant lesquelles il aurait exercé des prestations réduites pour raisons sociales ou familiales en application des régimes généraux sont prises en compte.

Durant ses absences, l'agent est en congé. Ce congé n'est pas rémunéré mais est assimilé pour le surplus à l'activité de service. L'agent conserve donc ses titres à la promotion et ses droits à l'avancement de traitement. Les absences sont en conséquence valorisées pour le calcul des anciennetés administratives dont dépendent les promotions, pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire et pour le calcul de la pension.

B. Prestations réduites sous le régime de convenance personnelle

L'agent de l'Etat qui a atteint l'âge de cinquante ans ou qui a la charge d'au moins deux enfants n'ayant pas dépassé l'âge de quatorze ans peut, à sa demande, accomplir la moitié, les trois quarts ou les quatre cinquièmes des prestations normales sous le régime des prestations réduites pour convenance personnelle. Il perçoit le traitement dû en raison des prestations réduites, augmenté du cinquième du traitement qui aurait été dû pour les prestations qui ne sont pas fournies.

Les prestations réduites s'effectuent soit chaque jour, soit selon une autre répartition sur la semaine ou sur le mois pendant une période de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus.

Des prorogations de même durée sont possibles. Elles sont subordonnées à une demande de l'agent introduite au moins un mois avant que n'expire la période pour laquelle il a été autorisé à exercer des prestations réduites.

6. Administratieve stand

Tijdens de periode dat de ambtenaar verminderde prestaties uitvoert wegens persoonlijke redenen is hij slechts in dienstactiviteit naar rato van de werkelijk geleverde prestaties.

Daaruit volgt dat de wedde, de administratieve anciënniteiten waarvan de bevordering afhangt en de aanneembare diensten voor het pensioen, worden berekend in verhouding met de werkelijk geleverde prestaties.

Daarentegen behoudt de ambtenaar het recht op weddeverhoging en het recht op tussentijdse verhogingen (jaarlijks, tweejaarlijks), alsof hij nog voltiids had gewerkt.

II. SPECIFIEKE REGELINGEN

Twee specifieke regelingen voor verminderde prestaties zijn ingesteld ten gunste van de rijksambtenaren die ten minste vijftig jaar oud zijn alsmede de rijksambtenaren die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben.

Die ambtenaren kunnen :

— de helft, de drie vierde of de vier vijfde van de duur der normale prestaties verrichten onder het regime van verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen zonder het bewijs te moeten leveren van het bestaan van deze redenen of enige andere motivering. Ze ontvangen de wedde verschuldigd voor de verminderde prestaties;

— ofwel machtiging verkrijgen om gedurende de helft, de drie vierde of de vier vijfde van de normale tijd te werken onder het regime van verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid en de wedde genieten verschuldigd voor de verminderde prestaties, vermeerderd met het vijfde van de wedde die verschuldigd zou zijn voor de prestaties die niet worden verstrekt.

De specifieke regelingen beletten niet dat de ambtenaren deel-tijdse prestaties mogen uitoefenen bij toepassing van de algemene regelingen.

A. Verminderde prestaties onder het regime sociale of familiale redenen

De ambtenaar die de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt of die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste heeft, mag zijn ambt uitoefenen gedurende de helft, de drie vierde of de vier vijfde van de normale tijd onder het regime van verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen, zonder zijn aanvraag te moeten motiveren en zonder dat het belang van de dienst eraan kan worden tegengesteld.

De verminderde prestaties worden ofwel elke dag ofwel volgens een andere verdeling over de week of over de maand verricht tijdens een periode van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden.

Verlengingen van dezelfde duur zijn mogelijk. Ze zijn afhankelijk van een aanvraag, door de ambtenaar in te dienen ten minste een maand vóór het verstrijken van de periode waarvoor hij gemachtigd werd verminderde prestaties uit te oefenen. De totale duur van de periode tijdens welke de ambtenaar verminderde prestaties kan verrichten mag, voor de gehele loopbaan, niet meer dan vijf jaar bedragen, met dien verstande dat de periode waarin hij verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen zou hebben uitgevoerd, bij toepassing van de algemene regelingen, in aanmerking worden genomen.

Tijdens zijn afwezigheden is de ambtenaar met verlof. Dit verlof wordt niet bezoldigd, maar wordt voor het overige met dienstactiviteit gelijkgesteld. De ambtenaar behoudt dus zijn aanspraken op bevordering en zijn recht op weddeverhoging. De afwezigheden worden bijgevolg gevaloriseerd voor de berekening van de administratieve anciënniteiten waarvan de bevorderingen afhangen, voor de berekening van de geldelijke anciënniteit en voor de berekening van het pensioen.

B. Verminderde prestaties onder het regime persoonlijke aangelegenheid

De rijksambtenaar die de leeftijd van vijftig jaar bereikt heeft of die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste heeft kan, op zijn verzoek, de helft, de drie vierde of de vier vijfde van de normale arbeidstijd volbrengen onder het regime van verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid. Hij ontvangt de wedde verschuldigd voor de verminderde prestaties, vermeerderd met het vijfde van de wedde die verschuldigd zou zijn voor de prestaties die niet worden verstrekt.

De verminderde prestaties worden ofwel elke dag ofwel volgens een andere verdeling over de week of de maand verricht tijdens een periode van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden.

Verlengingen van dezelfde duur zijn mogelijk. Ze zijn afhankelijk van het indienen van een aanvraag door de ambtenaar ten minste een maand vóór het verstrijken van de periode waarvoor hij gemachtigd werd verminderde prestaties uit te oefenen.

Durant la période où l'agent effectue des prestations réduites pour convenance personnelle, il n'est en activité de service qu'à concurrence des prestations réellement fournies.

Il en résulte que la rémunération, les anciennetés administratives dont dépend la promotion et les services admissibles pour la pension sont calculés au prorata des prestations réelles.

Par contre, l'agent conserve ses droits à l'avancement de traitement et le droit aux augmentations intercalaires (annales, bienales), comme s'il était resté à temps plein.

III. REGIMES APPLICABLES A CERTAINS AGENTS ET OUVRIERS TEMPORAIRES

Certains agents et ouvriers temporaires peuvent bénéficier, aux mêmes conditions que les agents définitifs, des régimes de prestations réduites pour raisons sociales et familiales et pour convenance personnelle décrits plus haut, y compris les régimes spécifiques pour les agents âgés de cinquante ans au moins et les agents qui ont la charge d'au moins deux enfants n'ayant pas dépassé l'âge de quatorze ans.

Il s'agit :

a) des agents et ouvriers temporaires nommés en exécution de l'article 212 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980. Ces agents appartiennent au service temporaire créé au Ministère de l'Emploi et du Travail et à l'Office national de l'Emploi pour assurer l'application des règles relatives au « Cadre spécial temporaire »;

b) des agents et ouvriers temporaires, en fonction dans les administrations de l'Etat au plus tard le 25 juillet 1972 et qui, à défaut d'un emploi permanent vacant, n'ont pas pu être nommés en qualité d'agent de l'Etat en exécution des mesures de régularisation prises en 1972-1973.

Pour ces agents et ouvriers temporaires, les absences justifiées par la réduction des prestations pour des raisons sociales ou familiales constituent des périodes de suspension de service non rémunérées. Elles sont toutefois assimilées pour le surplus à de l'activité de service.

Les absences justifiées par la réduction des prestations pour convenance personnelle constituent des périodes de suspension de service non rémunérées assimilées à de la non-activité.

Les agents et ouvriers temporaires disposent des mêmes possibilités de recours que les agents définitifs contre les décisions prises par l'autorité dont ils relèvent.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Formule I.B.T. — Quatrième trimestre 1985

Le Ministre des Affaires économiques communique que la valeur de la formule I.B.T., prévu par l'arrêté ministériel du 5 novembre 1955 portant réglementation des prix de l'énergie électrique en basse tension, modifié notamment par les arrêtés ministériels des 30 décembre 1978, 25 avril 1977 et 12 décembre 1977, s'établit à 416,4 pour le 4^e trimestre 1985 contre 429,5 pour le 3^e trimestre 1985.

Prix de l'énergie électrique en basse tension

Les paramètres N_C et N_{DB} prévus par l'arrêté ministériel du 16 mai 1977 dérogeant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 novembre 1955 portant réglementation des prix de l'énergie électrique en basse tension et homologuant des tarifs généraux comprenant un terme fixe, sont pour le mois de septembre 1985 fixés respectivement aux valeurs ci-après :

$$N_C = 1,6253$$

$$N_{DB} = 1,5568$$

Le facteur $Indb$ prévu par le même arrêté est égal à 1,144 à partir du 1^{er} septembre 1985.

Tijdens de periode dat de ambtenaar verminderde prestaties uitvoert wegens persoonlijke redenen is hij slechts in dienstactiviteit naar rato van de werkelijk geleverde prestaties.

Daaruit volgt dat de wedde, de administratieve anciënniteiten waarvan de bevordering afhangt en de aanneembare diensten voor het pensioen, worden berekend in verhouding met de werkelijk geleverde prestaties.

Daarentegen behoudt de ambtenaar het recht op weddeverhoging en het recht op tussentijdse verhogingen (jaarlijks, tweejaarlijks), alsof hij nog voltijds had gewerkt.

III. REGELINGEN DIE TOEPASSELIJK ZIJN OP SOMMIGE TIJDELIJKE PERSONEELSLEDEN EN TIJDELIJKE WERKLIJDE

Sinds 1 januari 1985 kunnen sommige tijdelijke personeelsleden en tijdelijke werklieden, onder dezelfde voorwaarden, als de vastbenoemde ambtenaren, het voordeel genieten van verminderde prestaties wegens sociale en familiale redenen en wegens persoonlijke aangelegenheid als hierboven beschreven, met inbegrip van de specifieke regelingen voor de ambtenaren die ten minste vijftig jaar oud zijn en de ambtenaren die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben.

Het betreft :

a) de tijdelijke personeelsleden en tijdelijke werklieden die benoemd zijn ter uitvoering van artikel 212 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980. Deze personeelsleden behoren tot de tijdelijke dienst die bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening is opgericht voor de toepassing van de regelen betreffende het « Bijzonder tijdelijk kader »;

b) de tijdelijke personeelsleden en tijdelijke werklieden, die ten laatste sinds 25 juli 1972 in dienst zijn bij de rijksbesturen en die, bij gebrek aan een vacante vaste betrekking, niet in de hoedanigheid van rijksambtenaar zijn kunnen benoemd worden ter uitvoering van de regularisatiemaatregelen die in 1972-1973 getroffen werden.

Voor deze tijdelijke personeelsleden en tijdelijke werklieden zijn de afwezigheden, gewettigd door vermindering der prestaties wegens sociale of familiale redenen, niet bezoldigde periodes van dienstschorsing. Ze worden evenwel voor het overige met dienstactiviteit gelijkgesteld.

De afwezigheden, gewettigd door vermindering der prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, zijn niet bezoldigde periodes van dienstschorsing die worden gelijkgesteld met non-activiteit.

De tijdelijke personeelsleden en tijdelijke werklieden beschikken over dezelfde mogelijkheden van beroep tegen de beslissingen, genomen door de overheid onder wie ze ressorteren, als de vastbenoemde ambtenaren.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Formule E.I.L. — Vierde kwartaal 1985

De Minister van Economische Zaken deelt mede dat de waarde van de formule E.I.L. bepaald bij ministerieel besluit van 5 november 1955 houdende reglementering der prijzen van de elektrische laagspanningsenergie, gewijzigd inzonderheid bij de ministeriële besluiten van 30 december 1976, 25 april 1977 en 12 december 1977, vastgesteld is op 416,4 voor het 4^e kwartaal 1985, tegen 429,5 voor het 3^e kwartaal 1985.

Prijzen van de elektrische laagspanningsenergie

De parameters N_C en N_{DB} bepaald bij het ministerieel besluit van 16 mei 1977 tot afwijking van de bepalingen van het ministerieel besluit van 5 november 1955 houdende reglementering der prijzen van de elektrische laagspanningsenergie en tot een vaste term, worden voor de maand september 1985 onderscheidenlijk op de volgende waarden vastgesteld :

$$N_C = 1,6253$$

$$N_{DB} = 1,5568$$

De faktor $Indb$ bepaald bij hetzelfde besluit is vanaf 1 september 1985 gelijk aan 1,144.